

PRISE EN CHARGE DES PERSONNES HANDICAPÉES

Souad Bendjaballah souhaite l'implication des collectivités locales

Sur les 250 centres pour handicapés à travers le territoire national, 68 sont gérés par le mouvement associatif, a déclaré, hier Souad Bendjaballah, ministre de la Solidarité nationale et de la Famille, précisant que les associations, notamment celles des parents d'enfants handicapés, et les autorités locales doivent s'impliquer dans l'aide à la prise en charge de cette frange de la société.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) - La première responsable du secteur de la solidarité, en tournée, hier, dans la wilaya d'Alger à l'occasion de la Journée mondiale des personnes handicapées, a tenu à rendre hommage aux associations

de parents d'enfants atteints de handicap. Elle précisera, de ce fait, que sans l'aide de ces associations, les actions initiées par l'Etat seraient limitées. Souad Bendjaballah lancera, par ailleurs, un message aux nouveaux élus au

niveau local, en précisant qu'après les élections, les autorités locales doivent s'impliquer davantage dans l'action en faveur des personnes handicapées. «L'Etat a une responsabilité sociale d'équité.

Le 3 décembre est pour nous l'occasion de faire une halte et d'évaluer nos actions, comme de passer à d'autres étapes et d'améliorer nos actions sur le terrain», a déclaré la ministre. Elle précisera que les résultats scolaires obtenus par les enfants handicapés renseignent sur les efforts fournis par

l'encadrement au niveau des centres de formation et de prise en charge spécialisés. Assurant, par ailleurs, que sans le mouvement associatif, la prise en charge des enfants handicapés ne peut être totale. 20 000 enfants sont scolarisés au niveau de ces centres. «La scolarisation de ces enfants aux besoins particuliers est importante pour leur insertion dans la société. Nous lançons donc un appel à toutes les parties concernées pour que ces personnes soient intégrées dans la vie sociale», a déclaré Souad Bendjaballah. Elle

souignera l'importance de l'accessibilité des personnes handicapées aux différents domaines de la vie quotidienne, notamment les lieux publics et les moyens de transport. La ministre évoquera aussi l'étude statistique actuellement en cours de réalisation qui permettra de définir le nombre de personnes handicapées et les causes des handicaps en Algérie. Souad Bendjaballah a visité, hier, le centre psychopédagogique pour enfants inadaptés mentaux de Douéra.

F.-Z. B.

RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL

Dispositions particulières en faveur des handicapés

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale compte introduire de nouvelles dispositions en faveur des handicapés lors de la révision prochaine du code du travail. C'est ce qui a été laissé entendre, hier, en marge d'une rencontre entre le ministre du Travail et une délégation de syndicats arabes.

Les dispositions attendues auront comme principal objectif d'insérer professionnellement les personnes handicapées dans le monde du travail. Sur un autre plan, et dans le cadre de la solidarité natio-

nale, le département du Travail et celui de la Solidarité ont convenu d'un accord à même de permettre aux employeurs de bénéficier d'une subvention «s'ils œuvraient à aménager un environnement en milieu professionnel favorable aux personnes handicapées».

«Il s'agit d'un projet de texte fixant les modalités d'octroi de subventions de l'Etat aux employeurs qui procèdent à des aménagements de postes de travail, en milieu ordinaire, au profit des personnes handicapées, et à l'installation d'équipements adaptés aux différents types de handicaps», a indiqué Ali Nabaoui, directeur de la prévention et de l'insertion des personnes handicapées au ministère de la

Solidarité. Le même responsable a expliqué que cette mesure «incitative» a pour but d'«encourager» les employeurs à recruter des handicapés, ce qui permettra «d'augmenter les chances de recrutement» de ces personnes, et favorisera, a-t-il dit, l'insertion de cette frange en milieu de travail ordinaire.

Par ailleurs, M. Nabaoui a révélé qu'un autre projet de texte fixant les modalités d'application de l'article 27 de la loi 02-09 du 8 mai 2002 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées sera finalisé. Selon lui «tout employeur doit consacrer au moins 1% de l'effectif global aux personnes handicapées».

A. B.

ELLES VEULENT SIÉGER À L'APN

Les personnes handicapées demandent leur quota

Les personnes handicapées veulent avoir leurs voix au sein de l'hémicycle et demandent un quota de personnes handicapées pour siéger au sein de l'Assemblée populaire nationale (APN). Ils appellent aussi à l'amendement de la loi 02/09/2002 relative à la protection et la promotion des personnes handicapées.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - A l'occasion de la célébration, hier, de la Journée mondiale des personnes handicapées, la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) a donné la parole aux personnes handicapées pour parler de leurs préoccupations.

L'accès à la politique, à l'éducation et au travail sont les principales préoccupations de cette frange de la population qui lutte toujours pour son autonomie.

«Il faut passer à l'application des textes de lois et arrêter de faire dans des déclarations de bonne foi» ont appelé les membres d'associations ayant intervenu lors d'un débat au siège de la LADDH, à Alger.

Le problème selon eux, n'est pas au niveau des lois mais plutôt au niveau de leur application.

C'est pourquoi ils appellent à la révision de la loi 02/09/2002 relative à la protection et la promotion des personnes handicapées. Cette

loi qui, soulignent-ils, garantit des droits aux personnes à besoins spécifiques est insignifiante en l'absence de textes d'application. C'est donc là tout le problème, soulèvent-ils.

Une sollicitation à laquelle la LADDH a répondu en décidant, avec l'association de la société civile, de proposer un

projet de loi pour amender la loi sus-citée. Les défenseurs des droits des personnes handicapées estiment également que le seul moyen de porter la voix de cette frange de la population est d'être présent au sein de l'APN.

Madi Karim, membre du mouvement associatif estime que, tout comme la consécration d'un quota pour les femmes au sein de l'hémicycle, les pouvoirs publics doivent consacrer un quota d'au moins 1% pour les personnes handicapées. «Qui mieux placé qu'une personne handicapée pour parler des problèmes vécus par cette caté-

gorie et défendre ses intérêts» a-t-il soutenu.

De son côté Yacine Mira, membre de l'Association des non-voyants, estime que l'instauration d'un fonds de solidarité est une solution radicale aux problèmes des handicapés. Mira, qui appelle les pouvoirs publics à associer les personnes handicapées dans la prise de décision, appelle aussi les associations pour personnes handicapées à s'organiser pour constituer un réseau national, dans le but de prendre en charge les données liées à cette catégorie de personnes.

S. A.

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (S.N.J)

Communiqué

Certains policiers semblent avoir la matraque facile, dès qu'il s'agit d'un journaliste. Samedi 1^{er} décembre 2012 encore, un confrère, Mesbah Mustapha, journaliste au quotidien *E'chourouk* dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès a été victime d'une véritable agression de la part d'un agent des forces de l'ordre lorsqu'il tentait d'accéder au stade du 24-Février pour la couverture d'une rencontre de championnat.

Notre confrère s'en sort avec une fracture au niveau du bras gauche et une incapacité de dix jours, un certificat médical faisant foi.

Le Syndicat national des journalistes, qui assure notre confrère de son total soutien, dénonce fermement ces comportements orduriers de certains agents des services de sécu-

rité à l'encontre de consœurs et de confrères lors de manifestations publiques ou sportives.

Dans nos stades, le travail des journalistes et des reporters photographes devient un vrai calvaire, et ce, dans l'indifférence générale et parfois coupable des responsables à charge de la gestion des enceintes sportives et de la sécurité des lieux.

Encore une fois, le syndicat interpelle la direction générale de la Sûreté nationale pour, d'abord, punir de la manière la plus sévère cette agression et, ensuite, pour faire en sorte que de tels incidents ne se reproduisent plus jamais. Dans les stades ou ailleurs.

P/ le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général, Kamel Amarni

Les associations pour l'application des lois

Les associations des personnes handicapées plaident pour la mise en place de moyens nécessaires pour cette frange de la société. Selon elles, l'absence d'accessibilité des handicapés aux édifices et lieux publics et le manque de moyens de transports aménagés est une forme de «discrimination».

Le permis de construire ne doit être délivré qu'avec les normes et l'intégration du plan incliné. C'est ce qu'a indiqué l'architecte, M. Souhlal, hier au forum «Handicap et accessibilité», organisé par la Radio Chaîne III à Alger. Selon lui, un environnement accessible permet un déplacement sans risque, quelles que soient les conditions physiques de la personne.

D'ailleurs, poursuit-il, «le décret exécutif 06-455 du 11 décembre 2006 fixe les modalités d'accessibilité aux bâtiments, lieux publics, écoles et hôpitaux».

Sur le terrain, la réalité est toute autre, soutient la présidente de l'association El-Baraka, M^{me} Flora Boubergout.

Elle déplore ainsi, l'absence d'application sur le terrain des conventions, décrets et lois portant sur l'accessibilité aux handicapés.

Et de s'interroger : «Où est la place de l'handicapé en l'absence d'accès adaptés aux personnes handicapées dans les édifices et lieux publics ?». Pour sa part, Mme Atika El Mamri, présidente de la Fédération algérienne des personnes handicapées, estime que cette frange de la société est «exclue et subit une discrimination».

«L'accessibilité permettra d'avoir une participation sociale et une vie ordinaire et simple pour les handicapés. Il faut les faire sortir de leur isolement», dit-elle.

S'agissant du volet transport, elle plaide pour l'importation de bus aménagés pour les personnes handicapées.

C'est à la représentante de l'Etusa (Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger), Mme Djaâfri, de répondre que l'Etusa et toutes les entreprises de transport public des autres wilayas, ont été dotées de cinq bus aménagés pour personnes handicapées. Des bus fabriqués pas la SNVI (Société nationale des véhicules industriels), précise-t-elle.

Toutefois, elle rappelle la mise en place du «service AME» dédié pour le transport des handicapés et personnes à mobilité réduite. «Ce service fonctionne à la demande et permet de transporter les handicapés de chez eux dans des véhicules adaptés, vers certains hôpitaux spécialisés».

Une expérience qui, souligne-t-elle, demeure exclusive à l'entreprise de transport public d'Alger.

Rym Nasri